



Brussels  
11/06/2026  
HR.B.1.003

## VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT <sup>(1)</sup>

<b>DG – Directorate – Unit</b> DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	DEFIS.B.1
<b>Post Number in Sysper</b> Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	507046
<b>Provisional Starting Date</b> Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q4 2026
<b>Initial Duration (months)</b> Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
<b>Place of Secondment</b> Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
<b>Type of Secondment</b> Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
<b>This Vacancy Notice is open to</b> Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
<b>Deadline for Applications</b> Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/07/2026
<b>Eligibility Criteria</b> Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	<a href="#">English Version</a> , <a href="#">Version Française</a> , <a href="#">Deutsche Version</a>

<sup>(1)</sup> To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels  
11/06/2026  
HR.B.1.003

### **Entity presentation:**

The mission of Unit B.1 is to contribute, through the effective implementation of defence-related programmes, including in particular the European Defence Fund (EDF) and its precursor programmes, and the European Defence Industrial Programme (EDIP) incl. its Ukraine Support Instrument component, to the strengthening of the European Defence Technological and Industrial Base (EDTIB), for a more competitive, innovative and integrated European defence industry and in support of EU's strategic autonomy.

In close collaboration and in a flexible set-up with Units B.2 and B.3, Unit B.1's specific contribution to the effective implementation of the defence-related programmes focuses on the programming of the related activities, as well as on the conception and implementation, within and around the framework of the programmes, of the policies and specific measures in support of the participation of SMEs in the programme. The unit is also responsible for other support activities in relation to security and ethics, as well as for ensuring the coherence of the programmes' activities with other EU policies.

### **Job presentation:**

#### Policy Officer

The seconded national expert will work under the supervision of a Commission official. Without prejudice to the principle of loyal cooperation between national/regional or local administrations and the Commission, he/she shall carry out his/her duties and conduct himself/herself solely with the interests of the European Union in mind. The seconded national expert shall not represent the Commission with a view to entering into commitments, whether financial or otherwise, or negotiate on its behalf.

Overall, the objective is to contribute to the implementation of European defence-related programmes, including the European Defence Fund and other defence industry programmes

This includes notably to:

- Contribute to activities to increase SMEs participation in the defence industry programmes managed by DG DEFIS and attract newcomers to the defence industry sector through those programmes (incl. e.g., business coaching and providing support in finding partners);
- Contribute and organise outreach activities focused at potential applicants under the defence industry programmes managed by DG DEFIS, incl. national and EU information days and sessions, participation to defence exhibitions, as well as to events for non-traditional defence players;
- Contribute to defining outreach and support measures for defence industrial actions under the upcoming EU Multiannual Financial Framework;
- Support Commission staff to strengthen further the activities of the EDF National Focal Points' network and the Network of defence-related regions.



## **Jobholder profile:**

### Diploma

- university degree or professional training or professional experience of an equivalent level in any field potentially related to defence industry and defence capacity building, as well as outreach to defence players.

### Professional experience

Strong experience (from 3 to 5 years) in either or:

- a) Preparing and/or implementing defence industrial programmes and projects (including R&D, ramp-up of production capacity, procurement), at national, multi-lateral or European level;
- b) Support the development and implementation of measures aimed at attracting defence players, in particular SMEs, start-ups and/or newcomers to defence industrial programmes;
- c) Set-up and organisation of outreach events in the defence domain and/or the R&D domain.

Good drafting skills, ability to work in team and to deliver on time are required.

The post requires candidates to be in possession of valid Personnel Security Clearance (PSC) at EU Secret level.

### Language(s) necessary for the performance of duties

A good command of English is necessary for the performance of the duties and the efficient communication with internal and external stakeholders.



Brussels  
11/06/2026  
HR.B.1.003

### **Présentation de l'entité:**

La mission de l'unité B.1 consiste à contribuer, par la mise en œuvre efficace des programmes liés à la défense, notamment le Fonds européen de défense (FED) et ses programmes précurseurs, ainsi que le Programme industriel européen de défense (EDIP), y compris son volet «Instrument de soutien à l'Ukraine», au renforcement de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE), afin de favoriser une industrie européenne de la défense plus compétitive, innovante et intégrée, et de soutenir l'autonomie stratégique de l'UE. En étroite collaboration et dans un cadre souple avec les unités B.2 et B.3, la contribution spécifique de l'unité B.1 à la mise en œuvre efficace des programmes liés à la défense se concentre sur la programmation des activités connexes, ainsi que sur la conception et la mise en œuvre, dans le cadre et autour de ces programmes, des politiques et mesures spécifiques visant à soutenir la participation des PME au programme. L'unité est également chargée d'autres activités de soutien en matière de sécurité et d'éthique, ainsi que de veiller à la cohérence des activités des programmes avec les autres politiques de l'UE.

### **Présentation du poste:**

Responsable des politiques

L'expert national détaché travaillera sous la supervision d'un fonctionnaire de la Commission. Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales, régionales ou locales et la Commission, il exercera ses fonctions et agira en ayant pour seule préoccupation les intérêts de l'Union européenne. L'expert national détaché ne représentera pas la Commission en vue de prendre des engagements, qu'ils soient financiers ou autres, ni ne négociera en son nom.

D'une manière générale, l'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des programmes européens liés à la défense, y compris le Fonds européen de défense et d'autres programmes de l'industrie de la défense

Cela comprend notamment :

- Contribuer aux activités visant à accroître la participation des PME aux programmes de l'industrie de la défense gérés par la DG DEFIS et à attirer de nouveaux acteurs dans le secteur de l'industrie de la défense par le biais de ces programmes (y compris, par exemple, l'accompagnement des entreprises et l'aide à la recherche de partenaires) ;
- Contribuer à l'organisation d'activités de sensibilisation destinées aux candidats potentiels aux programmes de l'industrie de la défense gérés par la DG DEFIS, notamment des journées et des sessions d'information au niveau national et européen, la participation à des salons de la défense, ainsi qu'à des événements destinés aux acteurs non traditionnels du secteur de la défense ;



· Contribuer à la définition de mesures de sensibilisation et de soutien pour les actions de l'industrie de la défense dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE ;  
Soutenir le personnel de la Commission afin de renforcer davantage les activités du réseau des points focaux nationaux du FED et du réseau des régions liées à la défense.

### **Profil du titulaire du poste:**

#### Diplôme

- diplôme universitaire, formation professionnelle ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent dans tout domaine susceptible d'être lié à l'industrie de la défense et au renforcement des capacités de défense, ainsi qu'à la sensibilisation des acteurs du secteur de la défense.

#### Expérience professionnelle

Solide expérience (de 3 à 5 ans) dans l'un ou l'autre des domaines suivants :

- a) Préparation et/ou mise en œuvre de programmes et de projets industriels de défense (y compris la R&D, la montée en puissance des capacités de production, les marchés publics), au niveau national, multilatéral ou européen ;
- b) Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures visant à attirer des acteurs du secteur de la défense, en particulier des PME, des start-ups et/ou des nouveaux venus dans les programmes industriels de défense ;
- c) Mise en place et organisation d'événements de sensibilisation dans le domaine de la défense et/ou de la R&D.

De bonnes compétences rédactionnelles, une capacité à travailler en équipe et à respecter les délais sont requises.

Le poste exige que les candidats soient titulaires d'une habilitation de sécurité du personnel (PSC) valide au niveau « Secret UE ».

Langue(s) nécessaire(s) à l'exercice des fonctions Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire pour l'exercice des fonctions et une communication efficace avec les parties prenantes internes et externes.



Brussels  
11/06/2026  
HR.B.1.003

### **Entitätsvorstellung:**

Die Aufgabe des Referats B.1 besteht darin, durch die wirksame Umsetzung verteidigungsbezogener Programme – darunter insbesondere der Europäische Verteidigungsfonds (EDF) und dessen Vorgängerprogramme sowie das Europäische Programm für die Verteidigungsindustrie (EDIP) einschließlich seiner Komponente „Instrument zur Unterstützung der Ukraine“ – zur Stärkung der Europäischen technologischen und industriellen Verteidigungsbasis (EDTIB) beizutragen, um eine wettbewerbsfähigere, innovativere und stärker integrierte europäische Verteidigungsindustrie zu schaffen und die strategische Autonomie der EU zu unterstützen.

In enger Zusammenarbeit und in einer flexiblen Struktur mit den Referaten B.2 und B.3 konzentriert sich der spezifische Beitrag des Referats B.1 zur wirksamen Umsetzung der verteidigungsbezogenen Programme auf die Programmplanung der entsprechenden Aktivitäten sowie auf die Konzeption und Umsetzung von Strategien und spezifischen Maßnahmen zur Förderung der Beteiligung von KMU an den Programmen innerhalb und im Rahmen dieser Programme. Das Referat ist zudem für weitere unterstützende Tätigkeiten in den Bereichen Sicherheit und Ethik zuständig sowie dafür, die Kohärenz der Programmaktivitäten mit anderen EU-Politikbereichen sicherzustellen.

### **Stellenbeschreibung:**

Beauftragter für Politikfragen

Der abgeordnete nationale Experte wird unter der Aufsicht eines Beamten der Kommission tätig sein. Unbeschadet des Grundsatzes der loyalen Zusammenarbeit zwischen nationalen, regionalen oder lokalen Verwaltungen und der Kommission hat er seine Aufgaben ausschließlich im Interesse der Europäischen Union wahrzunehmen und sich entsprechend zu verhalten. Der abgeordnete nationale Experte darf die Kommission nicht vertreten, um finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen, oder in ihrem Namen verhandeln. Insgesamt besteht das Ziel darin, zur Umsetzung europäischer Verteidigungsprogramme beizutragen, einschließlich des Europäischen Verteidigungsfonds und anderer Programme der Verteidigungsindustrie

Dies umfasst insbesondere:

- Mitwirkung an Aktivitäten zur Steigerung der Beteiligung von KMU an den von der GD DEFIS verwalteten Programmen der Verteidigungsindustrie und zur Gewinnung neuer Akteure für den Verteidigungssektor durch diese Programme (u. a. z. B. Unternehmenscoaching und Unterstützung bei der Partnersuche);



- Mitwirkung an und Organisation von Outreach-Aktivitäten, die sich an potenzielle Antragsteller im Rahmen der von der GD DEFIS verwalteten Programme der Verteidigungsindustrie richten, einschließlich nationaler und EU-weiter Informationstage und -veranstaltungen, Teilnahme an Verteidigungsmessen sowie an Veranstaltungen für nicht-traditionelle Akteure im Verteidigungsbereich;
  - Mitwirkung an der Festlegung von Outreach- und Unterstützungsmaßnahmen für Maßnahmen der Verteidigungsindustrie im Rahmen des kommenden mehrjährigen Finanzrahmens der EU;
- Unterstützung der Kommissionsmitarbeiter bei der weiteren Stärkung der Aktivitäten des Netzwerks der nationalen EDF-Anlaufstellen und des Netzwerks der verteidigungsrelevanten Regionen.

### **Anforderungsprofil:**

#### Qualifikation

- Hochschulabschluss oder eine gleichwertige Berufsausbildung bzw. Berufserfahrung in einem beliebigen Bereich, der potenziell mit der Verteidigungsindustrie und dem Aufbau von Verteidigungskapazitäten sowie der Einbindung von Akteuren aus dem Verteidigungsbereich in Verbindung steht.

#### Berufserfahrung

Umfangreiche Erfahrung (3 bis 5 Jahre) in einem der folgenden Bereiche:

- a) Vorbereitung und/oder Umsetzung von Programmen und Projekten der Verteidigungsindustrie (einschließlich F&E, Ausbau der Produktionskapazitäten, Beschaffung) auf nationaler, multilateraler oder europäischer Ebene;
- b) Unterstützung bei der Entwicklung und Umsetzung von Maßnahmen zur Gewinnung von Akteuren der Verteidigungsindustrie, insbesondere von KMU, Start-ups und/oder Neueinsteigern für Programme der Verteidigungsindustrie;
- c) Konzeption und Organisation von Veranstaltungen zur Kontaktaufnahme im Verteidigungsbereich und/oder im F&E-Bereich.

Gute redaktionelle Fähigkeiten, Teamfähigkeit und die Fähigkeit, termingerecht zu liefern, sind erforderlich.

Die Stelle setzt voraus, dass die Bewerber über eine gültige Sicherheitsüberprüfung (PSC) auf der EU-Stufe „Secret“ verfügen.

Für die Ausübung der Tätigkeit erforderliche Sprache(n) Gute Englischkenntnisse sind für die Ausübung der Tätigkeit und die effiziente Kommunikation mit internen und externen Interessengruppen erforderlich



## Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

## Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



## Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

## Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council <sup>(2)</sup>. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

---

<sup>(2)</sup> Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



## Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

## Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



## **Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

## **Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil <sup>(3)</sup>. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

---

<sup>(3)</sup> Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



## Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

## Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

## **Bewerbung und Auswahlverfahren**

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

## **Verarbeitung personenbezogener Daten**

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden <sup>(4)</sup>. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigelegte Datenschutzerklärung.

---

<sup>(4)</sup> Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“